



## ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE REGLEMENTANT LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT DES VEHICULES

DAT – 2023- 043

**Du 13 au 18 février 2023**

### Le Maire de la Commune de BEAUMONT

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-2 et 2213-1
- Vu le Code de la Route et notamment ses articles R 44, R 225 et R 225-1.
- Vu le Code de la Voirie Routière
- Vu l'Arrêté Interministériel du 24 Novembre 1967, relatif à la signalisation routière et l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété.
- Vu la demande présentée par l'entreprise **COLAS**, domiciliée 7 avenue de l'Europe 63370 LEMPDES, concernant des **travaux de réfection du trottoir et de la voie descendante de la chaussée (du n° 14 au n° 20), Avenue du Maréchal Leclerc à Beaumont ;**
- Considérant que ces travaux se déroulent sur le trottoir et la chaussée, leur réalisation entraînera des perturbations au niveau de la circulation et du stationnement, et que pour assurer la sécurité des usagers mais aussi des intervenants, il convient de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules au droit du chantier.

### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : En raison de **travaux de réfection du trottoir et de la voie descendante de la chaussée (du n° 14 au n° 20), Avenue du Maréchal Leclerc à Beaumont**, il convient de réglementer la circulation comme suit :

- Chaussée rétrécie,
- Voie descendante fermée à la circulation,
- Déviation par la rue Alexandre Varenne,
- Stationnement interdit au droit, en face et sur 20m de part et d'autre du chantier,
- Trottoir neutralisé, piétons en face,
- Vitesse limitée à 30 km/h.

**Du 13 au 18 février 2023**

**Article 2<sup>ème</sup>** : La voie publique ne pourra être occupée que pendant la période mentionnée dans sa demande. Une prolongation pourra être autorisée à condition d'en faire la demande 48 h à l'avance.

En tout état de cause, l'entreprise devra laisser le libre accès aux véhicules de services publics (pompiers, ambulances, collectes O.M...)

**Article 3<sup>ème</sup>** : **Le stationnement** des véhicules autres que ceux appartenant à l'entreprise chargée de la réalisation de ces travaux **sera interdit sur 20m de part et d'autre et en face du chantier**. Une signalisation réglementaire pour prévenir les usagers, sera mise en place par l'entreprise et sous sa responsabilité, sans que la Commune ne puisse être mise en cause pour quelque raison que ce soit.

**Article 4<sup>ème</sup>** : Le pétitionnaire a la charge de mettre et maintenir une signalisation conforme à la législation indiquant les présentes dispositions. **les dispositifs de signalisation doivent être impérativement visibles la nuit pour la circulation des véhicules et le cheminement piétons. Il est tenu pour responsable en cas d'accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de celle ci.**

**Article 5<sup>ème</sup>** : Tout véhicule en infraction peut faire l'objet d'une verbalisation.

**Article 6<sup>ème</sup>** : Les présentes dispositions sont pour tout ou partie révocables à tout moment sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général, soit par non respect par les pétitionnaires des conditions imposées par les articles ci-dessus.

**Article 7<sup>ème</sup>** : Tous les agents de la force publique sont chargés chacun en ce qui les concerne de faire appliquer les présentes dispositions.

**Article 8<sup>ème</sup>** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Clermont-Fd sis Cours Sablon 63000 Clermont-Fd dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

**Article 9<sup>ème</sup>** : Ampliation est faite à :

- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Monsieur le Responsable du service de Police Municipale,
- Pétitionnaires.

Fait à Beaumont, le 3 février 2023

Pour le Maire et par délégation,  
L'Adjoint en charge des Travaux  
et des Grands Projets,

Christian DURANTIN

